

Travaux du conseil de gouvernement du samedi 16/06/2012

Un Conseil de gouvernement s'est tenu, samedi, sous la présidence du chef du gouvernement, Abdelilah Benkirane.

Nomination aux hautes fonctions: 39 postes délibérés en conseil des ministres

La nomination à 39 hautes fonctions relève des prérogatives du conseil des ministres, alors que 1.181 autres postes sont délibérés en conseil de gouvernement, conformément au projet de loi organique relatif à la nomination aux hautes fonctions, a indiqué samedi le ministre délégué chargé de la Fonction publique et de la modernisation de l'administration, Abdelâdim El Guerrouj.

Le ministre a fait cette déclaration à la presse peu avant une réunion extraordinaire du Conseil de gouvernement à Rabat.

Concernant la décision du Conseil constitutionnel sur ce projet de loi organique, le ministre a précisé que cette institution a conclu à ce que toutes les dispositions du texte s'inscrivent en conformité avec la Constitution, à l'exception du terme "approbation" puisque la Loi suprême prévoit le terme "nomination".

"Les décisions du Conseil constitutionnel sont contraignantes pour tout le monde, y compris le gouvernement", a rappelé M. El Guerrouj, assurant que les dispositions nécessaires seront prises à cet égard avec les conséquences juridiques qui en découlent, dont celles se rapportant à la procédure législative.

Le ministre a fait un exposé devant le conseil de gouvernement sur les conséquences juridiques de la décision du conseil constitutionnel, rendue le 3 juin, au sujet du projet de loi organique relatif à la nomination aux hautes fonctions, en application des articles 49 et 92 de la Constitution.

Les pensions minimales des retraites portées à 1000 Dh dans le cadre du RCAR (M. Benkirane)

Le chef du gouvernement, M. Abdelilah Benkirane, a annoncé, samedi à Rabat, que les pensions minimales des retraites seront portées à 1000 DH, dans le cadre du Régime Collectif d'Allocation de Retraite (RCAR).

Cette décision qui nécessitera un montant de 1 milliard DH par an, profitera à une large frange de fonctionnaires retraités qui ne percevaient auparavant des pensions variant entre 200 et 400 DH, a souligné M. Benkirane au début d'une réunion extraordinaire du Conseil de gouvernement.

Il a, à cet égard, rappelé que cette décision, fruit de négociations avec la Caisse de dépôt et de gestion (CDG), figurait parmi les priorités du programme gouvernemental.

Le chef de gouvernement s'est, en outre, félicité de cette mesure qui profitera à une large catégorie d'anciens fonctionnaires et agents retraités des collectivités locales et des établissements publics.

D'autre part, le Conseil a examiné un projet de loi portant création et organisation de la Fondation des oeuvres sociales des fonctionnaires et agents du ministère de l'Economie et des finances, ainsi que la convention arabe sur le transfèrement des pensionnaires des établissements correctionnels et pénitentiaires et une autre sur la lutte contre la cybercriminalité, signées au Caire le 21 décembre 2010, outre deux projets de loi portant approbation desdites conventions.

Le Conseil a également suivi un exposé du ministre délégué chargé de la fonction publique et de la modernisation de l'administration sur les implications juridiques de la décision du Conseil constitutionnel concernant la loi organique relative à la nomination aux hautes fonctions, en application des articles 49 et 92 de la Constitution.

Adoption d'un projet de décret portant création de la fondation des oeuvres sociales des fonctionnaires du ministère des finances

Le conseil de gouvernement a adopté, samedi lors d'une réunion extraordinaire, un projet de décret portant création et organisation de la Fondation des oeuvres sociales des fonctionnaires et agents du ministère de l'Economie et des finances.

Ce texte élaboré en concertation avec les syndicats les plus représentatifs vise à améliorer les prestations sociales rendues aux fonctionnaires et agents du département de l'Economie et des finances, de sorte à répondre au mieux à leurs attentes et ambitions, a précisé le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha El Khalfi lors d'un point de presse.

Le projet énumère avec précision les missions et les objectifs assignés à la Fondation ainsi que ses modes de travail, a-t-il dit, précisant qu'il met l'accent sur la nécessité de faciliter l'accès au logement du personnel du ministère, de généraliser la couverture médicale complémentaire et de mettre en place un régime de retraite complémentaire en faveur des fonctionnaires, et ce de concert avec les organismes spécialisés.

Le ministre de l'Economie et des finances, Nizar Baraka, a souligné que le projet de décret vise l'amélioration et le développement des Œuvres sociales des fonctionnaires de ce département.

La nouvelle fondation qui sera gérée par les syndicats les plus représentatifs oeuvrera, selon lui, à assurer des services sociaux aux adhérents, particulièrement l'accès au logement et l'octroi de prêts à des taux préférentiels.